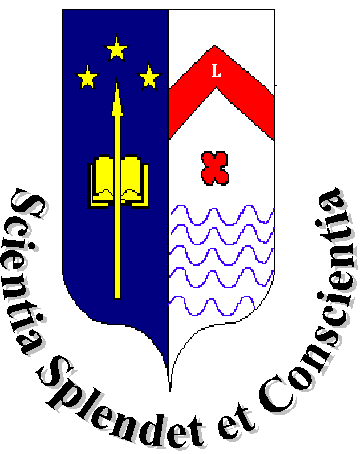
**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**UNIVERSITE DE LUBUMBASHI**

**FACULTE DE DROIT**

**APPEL A CONTRIBUTION A LA JOURNEE SCIENTIFIQUE**

**Thème : « REFLEXION INTERDISCIPLINAIRE AUTOUR DU DROIT DE LA FAMILLE ET DES REALITES SOCIALES »**

Le 25 Juin 2018

Amphithéâtre TSHITAMBWA de la Faculté de Droit

**1. ARGUMENTAIRE DE LA JOURNEE SCIENTIFIQUE**

L’enseignement universitaire et la recherche, dans leur grande diversification, sont un maillon essentiel de la construction de la société et une condition évidente de la démocratie. Même si le rôle du « supérieur » n’est pas exclusif dans le développement socioculturel et économique d’un pays, il contribue substantiellement à bâtir l’avenir, lequel requiert des connaissances et des compétences de plus en plus variées, performantes et toujours actualisées. Ainsi donc, l’enseignement et la recherche participent, par leur nature et leur objet, à la création du savoir et à sa transmission.

Cette journée scientifique propose de réfléchir sur l'environnement du droit de la famille au regard des réalités sociales. Les réflexions qui y seront menées tenteront, notamment de répondre à la préoccupation de savoir si le législateur offre à la famille un cadre juridique susceptible de créer les conditions favorables à son épanouissement.

Par essence, la vocation du droit de la famille est de toujours avoir une certaine cohérence avec les réalités sociales du milieu auquel il doit s’appliquer. Près de quarante ans après sa promulgation, la loi n°87-010 du 1er aout 1987 portant code de la famille dernier demeure un monument juridique qui traite de l’essentiel des questions relatives aux droits de la personne, dans ses rapports avec la famille. Elle est le produit de l’unification et de l’adaptation aux valeurs authentiques congolaises des anciennes règles héritées de la colonisation. La réforme alors opérée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016 modifiant et complétant la loi n°87-010 du 1er aout 1987 portant code de la famille a le mérite de concilier les éléments du droit moderne et ceux du droit traditionnel pour mieux refléter les aspirations légitimes d’un peuple en pleine mutation, notamment dans le domaine du droit de la famille, du droit des successions et du droit des libéralités.

Mais, malgré les innovations récemment introduites dans le code la famille, il subsiste encore des lacunes, des inquiétudes et des interrogations qui justifient le choix, pour cette journée scientifique, d’une thématique relative au droit des personnes et de la famille. Tel est notamment le cas des problématiques soulevées par le modèle unique du mariage et l’émergence de la conjugalité, pensée comme une forme de vie à deux quelles qu’en soient les modalités. Aujourd’hui, l’on assiste à l’ouverture du mariage aux couples de même sexe. Il en est de même du régime de la filiation dont les dispositions paraissent déséquilibrées du fait, non seulement de l’évolution des mœurs et de l’augmentation des naissances hors mariage, mais aussi des progrès de la science et du développement de l’assistance médicale à la procréation.

Ces mutations, ainsi que bien d’autres, soulèvent un certain nombre de questionnements sur la façon de concevoir le droit de la famille. Plus que tout autre domaine du droit, le droit de la famille repose sur une attention et une référence constante aux réalités de la famille ainsi qu’à l’évolution des mœurs.

**2. OBJECTIF**

Cette journée scientifique a pour objet de reprendre les questionnements contemporains relatifs à la famille et aux réalités sociales à la lumière de plusieurs disciplines juridiques afin de favoriser une distance critique à leur endroit.

Deux types d’approches invitent à cette nécessaire réflexion croisée entre les disciplines :

* La première porte sur les concepts. Il s’agit de s’interroger sur l’objet même des discours relatifs au droit de la famille. De quoi parle-ton quand il est question du droit de la famille. La réflexion juridique doit-elle rester étanche à leurs définitions ordinaires, ainsi qu’aux discours savants des disciplines qui traitent de la famille ?
* La seconde réflexion prolonge et approfondit la première et porte sur les normes. Les normes qui gouvernent le droit de la famille sont d’origines diverses, tant juridique, que morale, religieuse ou pratique (réalités sociales). Cette diversité est si conflictogène qu’il est nécessaire de sérier les différentes normes.

Le fondement même du régime des familles doit être pensé afin de le maintenir en adéquation avec le reste du système normatif auquel il est connecté ainsi que les réalités sociales en constante évolution.

L’incidence de cette journée scientifique pluridisciplinaire serait de clarifier la nature plurielle des arguments qui sont souvent mobilisés dans les débats portant sur le droit de la famille, de comprendre ce qu’une discipline comme le droit peut attendre des réalités sociales et réciproquement.

**3. METHODOLOGIE**

Afin de répondre à la question centrale qui est de savoir ‘’comment assurer l’adaptation du droit congolais de la famille aux réalités sociales qui le déterminent ?’’, il faudra, dès le départ, déceler les inadéquations entre ces deux variables. Pour y arriver, l’analyse économique du droit sera un des atouts majeurs pour cette journée scientifique. Elle permettra de comprendre le mouvement propre des « pièces » que le droit, et tout particulièrement le droit de la famille, est censé régir en ce qu’elle vise à juger les effets d’une action en fonction des conséquences qu’elle produit ; à déterminer à l’avance les effets négatifs ou positifs d’une règle de droit pour répondre à une triple finalité :

* Critique (déterminer les effets non attendus d’une loi) ;
* Normative (indiquer la législation qui devrait être adoptée) ;
* Prédictive (annoncer les résultats qui seront obtenus).

En tant qu’une sorte de « coffre à outils », l’analyse économique du droit permet de passer du technicien à ingénieur du droit.

**4. COMITE D’ORGANISATION**

* Président : Prof. LUYAMBA WALEMBA
* Vice- Président : Prof NGOY NDJIBU
* Modérateur : Prof. KALUNGA TSHIKALA
* Rapporteur Général : CT TSHOMA MUMBE
* Secrétaire technique : ASS KASONGO Cédric Christian

Les chercheurs intéressés par la thématique de cette journée scientifique sont invités à, soumettre leur projet de communication en version papier (deux exemplaires) et par courrier électronique à l’adresse suivante : [laurentndjibu@gmail.com](mailto:laurentndjibu@gmail.com) au plus tard le 23 Juin 2018. Le document indique, en page de couverture, le titre complet de la communication, le nom complet et le titre académique ou professionnel de l’auteur.

Pour tout contact, s’adresser au Professeur NGOY NDJIBU Laurent, Vice-Doyen chargé de la Recherche de la Faculté de droit : Tél. +243997131267 ; E-mail : laurentndjibu@gmail.com

Fait à Lubumbashi, le 05 Juin 2018

**Le Doyen de la Faculté de Droit**

**LUYAMBA WALEMBA Médard**

***Professeur***